

BILAN DE 5 ANS D'INTERVENTIONS

L'extension régionale du Plan Colombie



Officiellement conçu pour lutter militairement contre la culture de la coca, le Plan Colombie est surtout un prétexte à la présence militaire états-unienne dans le pays. Il déborde sensiblement sur les États riverains, rapporte l'Agence Altercom : installation de bases états-uniennes en Équateur, bataille navale dans les eaux territoriales équatoriennes, incursions au Venezuela. Et toujours aucun résultat tangible par rapport à l'objectif affiché.

page 2

Israël dans l'OTAN ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Pour la première fois, le 24 février 2005, un secrétaire général de l'OTAN était en visite officielle en Israël. C'est une occasion pour plusieurs responsables politiques israéliens de s'interroger sur la possibilité d'une adhésion de Tel-Aviv à l'OTAN et, par conséquent de son lien avec « l'Occident ». L'argument principal déployé est qu'Israël doit entrer dans l'OTAN parce que c'est une colonie occidentale au Proche-Orient.

page 8

REPÈRE : 28 FÉVRIER 1986

Olof Palme est assassiné

Le 28 février 1986, vers minuit, le Premier ministre suédois, Olof Palme, et son épouse sortent d'un cinéma, en plein centre de Stockholm. Ils n'ont pas de garde du corps dans ce pays qui se targue de ne pas connaître de violence politique. Un homme surgit et tire deux coups de revolver avant de prendre la fuite. La première balle tue le Premier ministre, la seconde manque sa femme. Le meurtre ne sera jamais élucidé, malgré de nombreuses arrestations.

Olof Palme n'était pas seulement un partisan de la social-démocratie, c'était aussi un leader international. Il s'était particulièrement investi dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, le soutien aux mouvements populaires d'Amérique centrale, la défense de l'OLP de Yasser Arafat et de la révolution cubaine de Fidel Castro. Il était devenu l'adversaire personnel du vice-président des États-Unis, George H. Bush (le père), et l'homme à abattre pour l'OTAN. ■



FIN DE LA SÉGRÉGATION ETHNIQUE DANS LES PRISONS CALIFORNIENNES, AVÈNEMENT D'UN NOUVEL ESCLAVAGE AUX ÉTATS-UNIS

Considéré comme moins intolérant que les autres États, la Californie n'en a pas moins été, en 1992, le lieu d'émeutes raciales faisant 20 000 blessés et 50 morts, jusqu'à la proclamation de la loi martiale par le président George H. Bush (le père). Sur injonction judiciaire, le 22 février 2005, l'État de Californie vient de renoncer à la ségrégation ethnique qu'il pratique dans ses prisons depuis toujours. Les États-Unis sont devenus le premier État policier au monde, avec plus de 2 millions de détenus pour moins de 300 millions d'habitants, soit un taux d'incarcération 6 fois plus important que la Chine, habituellement convenue à ce sujet. Cette répression est racialement discriminatoire et touche prioritairement les hommes noirs. Depuis 2000, le nombre d'hommes noirs emprisonnés (791 000) est supérieur au nombre d'hommes noirs suivant des études universitaires (603 032). Comme à l'époque du Goulag stalinien, le système carcéral états-unien est devenu un élément essentiel de l'économie. Avec ses 523 000 salariés, il est le troisième employeur du pays après le département de la Défense et General Motors. Mais si l'on compte l'exploitation du travail des prisonniers, il est de loin le premier employeur du pays. ■

Bilan de 5 ans d'interventions

L'extension régionale du Plan Colombie

Officiellement conçu pour lutter militairement contre la culture de la coca, le Plan Colombie est surtout un prétexte à la présence militaire états-unienne dans le pays. Il déborde sensiblement sur les États riverains, rapporte l'Agence Altercom : installation de bases états-uniennes en Équateur, bataille navale dans les eaux territoriales équatoriennes, incursions au Venezuela. Et toujours aucun résultat tangible par rapport à l'objectif affiché.



Le président Alvaro Uribe a reconnu que la lutte contre les groupes armés illégaux en Colombie « engendre des difficultés pour nos voisins et frères ». [1]. Régionaliser le Plan Colombie entraîne non seulement une implication des armées de la région dans des opérations militaires de la guerre qui sévit depuis un demi siècle dans ce pays sud-américain, mais la régionalisation apporte aussi d'autres travers, tout aussi dangereux, que ceux du seul volet militaire [2].

Différents analystes militaires équatoriens, parmi lesquels certains étaient des opposants au président Lucio Gutiérrez lorsqu'ils nous ont informés sur les différentes tactiques et stratégies, sont maintenant des fonctionnaires du gouvernement. Ils nous ont alors affirmé que les Forces Armées équatoriennes seraient utilisées comme « l'enclume quand le marteau frappera au Nord les guerrilleros », et qu'à ce moment-là, quand les insurgés en fuite entreraient en territoire équatorien, nous serions automatiquement impliqués dans le conflit.

C'est dans ce contexte que nous avons pris connaissance, non sans crainte, du dénommé « Plan Patriote » : des milliers de soldats équipés et qualifiés s'enfonçant dans les forêts colombiennes pour mettre un terme à la rébellion, confirmant ainsi les prévisions.

Maintenant, lorsque l'on commence à analyser le « plan patriote », la réalité est toute autre. Le président Uribe peut seulement exhiber deux victoires peu glorieuses : les enlèvements de Simón Trinidad et de Ricardo Granda. Tous deux réalisés en territoire étranger, et contre des personnes désarmées, le tout en violation flagrante de la souveraineté d'autres pays qui ont des relations d'amitié et n'étaient pas en situation de méfiance. Aucun haut commandant rebelle n'a été placé en situation de combat. Pendant ce temps, les grands médias rendent compte, chaque semaine, de dizaines morts et de blessés appartenant aux Forces armées colombiennes. Les FARC demeurent potentiellement combattifs et ont durement frappé les forces régulières, ce que reconnaît M. Uribe Vélez lui-même.

Le « Plan patriote », de toute évidence, n'a pas été une campagne militaire victorieuse et l'Équateur n'a pas vu arriver les milliers de guérilleros vaincus et fuyant la défaite.

De ce côté de la frontière ont été mobilisés entre 10 et 15 000 hommes pour garder la frontière, sous la responsabilité financière stricte de l'Équateur (pays pauvre et surendetté) et sous la direction du **Commandement Sud de l'armée des États-Unis**. Cependant, les faits les plus retentissants n'ont pas été, précisément, les combats avec les forces rebelles. Au contraire, l'activité a été quasi imperceptible pour ce qui est des confrontations avec l'armée régulière colombienne dans les provinces frontalières de Carchi et de Sucumbíos. Par ailleurs les mensonges officiels ont été démasqués et révélés par la presse des deux pays. Ainsi, il convient de passer en revue les faits marquants de l'année 2004.

► L'enlèvement de Simón Trinidad

2004 a débuté avec la détention de Simón Trinidad à Quito, par un commando multinational, au sein duquel l'Équateur n'a pas pris part. Les informations fournies par le gouvernement de Lucio Gutiérrez affirmant que la capture s'est effectuée dans le cadre « d'une opération de routine », a été réfutée immédiatement par les presses colombienne et états-unienne, qui ont rendu compte d'un suivi méticuleux et d'actions d'espionnage préalables effectuées dans notre pays par les services colombiens « avec l'aide des USA ». Les preuves incontestables (photographies et vidéos) ouvertement exhibées hors d'Équateur, ont fait taire les porte-parole gouvernementaux.

► La « fameuse Matrice de Sécurité »

Quelques semaines plus tard, vers le 14 janvier 2004, des officiers de haut rang du Commandement Sud des États-Unis exposent à leurs collègues équatoriens la « Matrice de Sécurité » dans un hôtel de la capitale de la République. Dans ce document, sont assignées aux Forces Armées équatoriennes 200 tâches militaires. Immédiatement, le Chef du Commandement Conjoint d'Équateur réfute les révélations de la presse nationale, mais se reprend en juin et accepte finalement les faits, prétextant : « *Nous avons beaucoup d'insuffisances. Nous espérons qu'ils nous aident* ».

► Attaques de bateaux battant pavillon équatorien

La liste des interventions s'allonge avec les 8 bateaux équatoriens coulés par la marine américaine, dans le périmètre des 200 miles des eaux territoriales. L'affaire a été dénoncée par l' **ALDHU**, et rejetée par la Chancellerie équatorienne, le 23 novembre le 2004, ainsi que par la Commission des Affaires Internationales du Congrès National. « *Pour éviter tout contact avec nous, les migrants, les militaires états-uniens ont utilisé des combinaisons en plastique. Après un pilonnage d'environ deux heures, le bateau a été coulé à la grande joie des militaires étrangers. C'était comme un film de guerre.* », rapporte un des témoins avec rage et horreur. En outre, plusieurs soupçons indiquent que les Marines et « terminators » venaient de Manta, port national occupé par les troupes états-uniennes dans le cadre du même Plan Colombie. « *Malgré les preuves, la Chancellerie a renoncé à présenter une plainte* », a déclaré l'internationaliste Maurice Gándara, juriste et coordinateur du Groupe Dignité et Souveraineté.

Fumigations et déplacés

Noël, pour les populations frontalières de la Colombie, s'est annoncé avec deux funestes cadeaux ; la reprise des fumigations et les menaces des paramilitaires. Conséquences de ce premier cadeau, 2 morts et des cultures détruites ; deuxièmement, plus de 200 familles déplacées, qui en outre, ne peuvent pas utiliser les installations prévues pour les réfugiés, car elles sont natives du lieu ! Sur les accords pour établir une bande de sécurité, le président Uribe a déclaré n'en rien savoir, au sein même du palais du Gouvernement à Quito, alors que la Chancellerie équatorienne les avait évoqués comme argument de défense face aux attaques de différents secteurs et aux plaintes des paysans de la région. Jusqu'à présent, il n'y a aucune explication officielle sur le différend. Simplement, les fumigations continuent.

Vague de réfugiés

Les réfugiés colombiens viennent à constituer un problème de ce côté de la frontière. Selon **ACNUR**, depuis 2000, 27 230 demandes d'asile ont été présentées, parmi lesquelles 28 % ont été acceptées. Vu l'afflux de réfugiés, cet organisme international a augmenté son budget pour l'Équateur de 800 000 à 3 millions de dollars. Pour le seul mois de novembre, 200 familles colombiennes ont grossi les rangs des réfugiés. L'Équateur, pour sa part, a sollicité une coopération économique de la Colombie pour développer des plans d'accueil des réfugiés. L'opinion publique ignore s'il existe une réponse officielle à ces questions.

Unités militaires colombiennes en Équateur

Le 18 mai, le général Octavio Romarin, chef du Commandement Conjoint, a déclaré que des unités militaires chargées de la sécurité à la frontière Nord « *[avaient] détecté à deux reprises des survols de notre territoire par l'armée de l'air colombienne, ce qui a été communiqué au ministère des Relations extérieures* » [3]. Dans le même journal, il est affirmé que le 10 septembre, il se rend compte que le jour précédent, 70 militaires colombiens ont pénétré à Buena vista, en territoire équatorien. Ils ont perquisitionné des propriétés et ont

arrêté 5 jeunes pour mener à bien leurs investigations. L'Assemblée Communale a exigé leur libération.

« Le village est limitrophe de la Rosa, une localité colombienne située sur l'autre rive de la rivière Putumayo, ses habitants ont rapporté que l'armée colombienne a mis en place avant-hier un campement temporaire sur les plages équatoriennes de Putumayo... et ont déclaré vouloir en découdre avec l'Armée équatorienne accusée de collusion avec la guerrilla. L'armée colombienne a mené une attaque aérienne depuis le territoire équatorien. Les hélicoptères ont traversé la frontière ; et ont tiré » [4].

Le Commandant du Bataillon 55 de Putumayo, en Équateur, a envoyé un communiqué aux officiers de la Base navale Sud de Colombie pour leur demander de respecter les accords internationaux et qu'il s'abstiennent d'entrer en Équateur : *« Evitez de vous approcher et de pénétrer en territoire équatorien, afin de sauvegarder les bonnes relations tant avec l'Armée qu'avec la population frontalière. ».*

Le 13 décembre, Rodrigo Granda, membre de la Commission Internationale des FARC, est enlevé à Caracas. Le gouvernement colombien justifie l'action en arguant que la guérilla circulait librement dans différents pays, dont l'Équateur. Les papiers de Granda en Équateur ne sont pas faux et ont été légalement obtenus avec son prénom et nom de famille. La police équatorienne n'a jamais reçu de mandat d'arrêt de la part des autorités colombiennes. Les preuves, entre autres documents exhibés officiellement en Colombie, sont des photographies et vidéos enregistrées à Quito et rendus publiques à Bogota, ce qui prouve une activité routinière des forces militaires colombiennes en territoire équatorien. Depuis sa prison, le guérillero affirme que le 21 août, il a failli être enlevé à Quito par un commando des services secrets de son pays.

Aucun de ces points n'a été évoqué par le chancelier Zuquilanda, pas même une explication officielle. Le silence est la seule réponse. Apparemment, le gouvernement équatorien a abandonné tacitement la souveraineté nationale au gouvernement d'Uribe Vélez et/ou les Forces armées colombiennes ont été chargées de surveiller la région, d'ignorer les frontières et d'assumer la commandement militaire de la région sur ordre du **Commandement Sud**.

Militaires états-uniens en Équateur

Il est de notoriété publique que 475 militaires états-uniens sont autorisés à entrer et à circuler en territoire équatorien, grâce à l'accord de la Base de Manta. Chiffre exorbitant si nous considérons qu'en Colombie, pays traversé par un long conflit interne, pour augmenter le nombre de soldats de 400 à 800, Bush a dû demander une autorisation expresse à son Congrès en invoquant l'intensification de la guerre civile. Il convient d'ajouter à cela l'attitude et les activités de l'ambassadrice états-unienne en Équateur : visites d'inspection des unités militaires de la frontière, où elle est reçue avec les honneurs militaires, ainsi qu'une intervention ouverte dans des affaires internes du pays en semant la discorde lors de convulsions politiques.

Si la montagne ne vient pas à moi...

L'analyse de ces faits s'avère des plus simples si nous les relierons entre eux : il n'y a aucune nécessité pour nos soldats de combattre à la frontière Nord. La

régionalisation du **Plan Colombie** n'était pas uniquement centrée sur cet aspect. Les tentacules de la plus puissante armée d'Amérique après celle des États-Unis, dont le pouvoir et l'armement altère l'équilibre militaire dans la région, s'étendent aux pays voisins. La transnationalisation des Forces armées colombiennes s'opère sans réaction de leurs homologues latino-américaines. Elles agissent avec une liberté totale dans les différents pays, sauf au Venezuela, où leur audace leur a coûté cher, notamment la gêne du président Uribe demandant pardon dans la maison de la victime.

Le Plan de Sécurité Démocratique d'Uribe est décliné sous un autre nom par ses alliés, Lucio Gutiérrez en Équateur et Alejandro Toledo au Pérou. Le plan prévoyant des soldats paysans a sa déclinaison dans les assemblées campagnardes, récemment organisées en Équateur. Il existe déjà des plaintes documentées de Communautés indigènes dans lesquelles, à peine l'assemblée constituée, sont apparues les listes « *des communistes, voleurs, mafieux* » contre lesquels il est demandé d'agir, et « *de les éliminer* ». La répression est devenue quotidienne. Des adversaires politiques, défenseurs de droits humains, journalistes et personnels d'ONG ont été menacés. Les paramilitaires trouvent leur justification dans la nécessité de garantir la sécurité et dans la défense de la propriété privée.

Pendant ce temps, le gouvernement fait diversion en portant le débat sur d'autres questions : l'encaissement des dettes, l'extradition des banquiers, les différends entre groupes oligarchiques, le salaire de sa secrétaire privée, la corruption des députés, telle chose ou telle autre, et pour finir une consultation populaire confuse.

Ne serions-nous pas en train de mettre en pratique le proverbe chinois qui dit « *quand le doigt pointe la lune, l'imbécile regarde le doigt ?* ». Nous devons regarder au fond des choses sur le long terme. Nous ne pouvons pas laisser la ligne de front vacante. La survie de l'Équateur comme État national est en jeu. La transnationalisation de l'armée colombienne est un fait, ainsi que l'a exprimé son propre ministre de la Défense Jorge Alberto Uribe Echavarría : « *Les menaces qui planent sur notre sécurité ne sont pas l'affaire de chaque nation. Le terrorisme, le blanchiment d'actifs et le trafic illicite armes, de munitions et explosifs entre autres, sont des menaces pour nos démocraties. Nous devons y faire face de manière conjointe et coordonnée.*

La Colombie fait ce qu'elle a à faire. Par la Politique de Sécurité Démocratique, nous apportons la sécurité aux Colombiens. Cependant tout effort, s'il n'est pas coordonné dans toute la région, servira seulement à déplacer et à renforcer la menace. Jamais nous ne nous fatiguerons de le répéter : les problèmes globaux requièrent des solutions globales.

Je ne cesse de souligner l'effort énorme que nous développons en Colombie avec l'aide des États-Unis depuis quelques années. Sans l'appui du Gouvernement et du peuple des États-Unis, le panorama de la sécurité dans la région serait tout autre.

Je souhaiterais également souligner le travail que nous avons réalisé avec mon ami Robert Chiabra, Ministre de la Défense du Pérou, ainsi que les compromis obtenus avec le Brésil et l'Équateur. La Colombie est disposée à travailler avec la région et pour la région...

Je crois que pendant longtemps nous avons tu les mérites de cette coopération. De fait, je crois que la coopération dans les secteurs de la sécurité et de la

défense servent de base pour des rapprochements sur d'autres sujets... »
 Michael Shifter disait il y a quelques mois, dans un entretien pour le journal *Le Temps* de Bogota, « *Mon impression est que chaque Gouvernement de la région fait ce qu'il peut pour ses intérêts particuliers, ce qui est compréhensible, mais pas le plus efficace... Je veux les inviter à protéger ce que nous avons en commun et à orchestrer, de la manière plus efficace qui soit, une défense intégrale et régionale de nos démocraties contre les menaces. Déraciner la violence et l'insécurité de notre continent comme on éradique une épidémie requiert le travail et des compromis de tous, mais aussi et surtout, la décision de commencer par ce qui est urgent afin de pouvoir poursuivre avec ce qui est important* ». Qu'est ce qui est urgent, et qu'est-ce qui est important ? irement

Agence Altercom (Équateur)

[1] BBC, mardi 15 février 2005, Caracas, 23H08 GMT.

[2] Voir notre enquête sur le Plan Colombie « [Cocaïne, pétrole et mercenaires](#) », par Paul Labarique, *Voltaire*, 25 février 2004.

[3] Journal *Le Commerce*, 19 mai 2004, A2.

[4] Journal *Le Commerce*, Quito, 10 septembre 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Israël dans l'OTAN ?

Analyse

Pour la première fois, le 24 février 2005, un secrétaire général de l'OTAN était en visite officielle en Israël. Ce voyage prend place dans une série de déplacements destinés à mettre en œuvre l'Initiative de Coopération d'Istanbul (ICI). La question de l'adhésion de plusieurs États qui participent depuis deux ans au dialogue méditerranéen est donc ouverte.

Ron Prosor, directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères, note dans le *Jerusalem Post* que son pays a tenu à s'organiser de manière quasi-autarcique. Cet idéal biblique a néanmoins ses limites dans le monde moderne. Israël doit apprendre à nouer des partenariats. Une approche prudente voudrait qu'il noue d'abord des accords bilatéraux avant de s'engager trop en avant dans des partenariats multilatéraux.

Uzi Arad, ancien conseiller politique de Benjamin Netanyahu, observe dans le *Daily Star* que les États-Unis ont besoin d'Israël pour mener à bien leur projet de « grand Moyen-Orient » et que l'État juif est par essence une nation occidentale en terre orientale. Israël a donc toute sa place dans l'OTAN. Ze'ev Boim, vice-ministre israélien de la Défense, va même plus loin dans *Ha'aretz*. Pour lui, Israël est une base avancée du monde occidental libre au Proche-Orient. Bref, l'argument principal déployé dans les quotidiens de la région par des responsables politiques israéliens est qu'Israël doit entrer dans l'OTAN parce que c'est une colonie occidentale ; une présentation que les mêmes responsables politiques qualifient d'antisémitisme lorsqu'elle faite par d'autres qu'eux en Europe.

Dans *Le Monde*, le roi Abdallah II de Jordanie se félicite des progrès accomplis à Charm el-Cheikh pour faire avancer la paix en Palestine et assure, non sans inquiétude, que la France a un rôle à jouer dans ce processus. On se demande pourtant si le président Chirac sera plus intransigent que le président Abbas. L'Autorité palestinienne souhaite désormais la paix à n'importe quel prix, mais on voit mal un gaulliste accepter que l'armistice soit conclue, par qui que ce soit,

en renonçant aux droits inaliénables du peuple palestinien.

Alors que les président George W. Bush et Vladimir V. Poutine devaient se rencontrer, le 24 février à Bratislava, de nombreux leaders d'opinion ont présenté leur analyse des relations entre les États-Unis et la Russie. Vaclav Havel, ex-héros de la dissidence devenu co-président de la branche internationale de la Fondation pour la défense des démocraties, juge dans *Le Monde* ce qu'il qualifie de dérive autoritaire du régime de Vladimir V. Poutine. Les différents points qu'il soulève étant tous sujets à discussion, il souligne que son jugement dépasse les faits objectifs et se fonde sur sa connaissance des méthodes totalitaires. C'est précisément ce que l'on appelle un procès d'intention.

Ilias Akhmadov, ministre des Affaires étrangères du gouvernement non reconnu tchéchène en exil, rappelle les horreurs de la guerre en Tchétchénie, dont il fait remonter l'origine à la déportation des populations décidée par Staline, il y a 61 ans. Dans le *Boston Globe* et l'*International Herald Tribune*, il demande que les États-Unis servent de médiateur dans ce conflit. Cependant cette présentation des faits ne correspond pas à la réalité. Les crimes de Staline ne concernaient pas particulièrement les Tchétchènes. Ils ne peuvent être interprétés qu'au regard de sa dictature sur l'ensemble de l'URSS et non comme un problème russo-tchéchène (d'autant que Staline était Géorgien). Il s'ensuit que cet argument ne peut être utilisé pour justifier la sécession de cette république. La guerre de Tchétchénie est imputable au gouvernement Elstine et a débuté avec la bénédiction des « Occidentaux ». Dans la période actuelle, les services secrets états-uniens et britanniques sont partie au conflit. Il est donc impossible que les États-Unis jouent un quelconque rôle apaisant, d'autant que M. Akhmadov lui-même est officiellement employé par la NED/CIA.

Les parlementaires Sam Brownback et Christopher H. Smith, responsables de la Commission états-unienne sur la sécurité et la coopération en Europe, s'inquiètent dans le *Washington Times* de la volonté affichée de Moscou de réduire le poids de l'OSCE. Cette organisation, créée dans la foulée des Accords d'Helsinki, devait initialement aider à la libéralisation politique de la région, puis à la protection des minorités dans l'espace post-soviétique. Mais, selon le Kremlin, elle est devenue un moyen pour les États-Unis de mobiliser des ONG pour déstabiliser des gouvernements, comme on l'a vu en Géorgie et en Ukraine.

Prenant part indirectement au débat, Mikhaïl Gorbatchev dresse dans la *Stampa* le bilan de la Perestroïka, 20 ans après. Son objectif était de revenir aux sources du socialisme et de la Révolution d'Octobre en renversant les institutions thermidoriennes du stalinisme. Il déplore que ce mouvement soit resté inachevé et considère que les problèmes posés n'ont pas été résolus depuis ; une manière élégante d'insinuer que la manière de gouverner de Vladimir Poutine est entachée de comportements hérités du stalinisme.

Enfin, le leader ex-citron devenu orange de la démocratie-chrétienne moldave, Youri Roska, indique dans *Vremya Novostyey* que les manifestations sont possibles le 7 mars, mais pas obligatoires. C'est très exactement ce que nous analysons récemment dans ces colonnes : les services états-uniens sont prêts à déclencher une « révolution » orange à l'issue de l'élection législative du 6 mars, mais ils s'exposent à une double déconvenue. D'une part, il ne semble pas que la population soit demanderesse d'alternative politique, et surtout, les services

russes pourraient répliquer en donnant le signal de la sécession définitive et contagieuse de la Transnistrie.

Réseau Voltaire

Ron Prozor



Ron Prozor est directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères.

« La dimension atlantique d'Israël »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Israel's Atlantic dimension », par Ron Prozor, *Jerusalem Post*, 24 février 2005.

Les pionniers de la doctrine stratégique d'Israël se sont beaucoup appuyés sur la notion biblique d'une nation qui ne peut compter que sur elle-même. Israël devait être autosuffisant et capable de se défendre seul. Cela a permis à Israël d'être à la pointe de l'innovation agricole et des énergies alternatives. Cela nous a aussi permis de bien développer nos capacités d'utilisation des nouvelles technologies dans notre défense.

Toutefois, dans le monde moderne, aucune nation ne peut être totalement autosuffisante. Notre capacité de défense a été construite en partie grâce à nos liens avec les États-Unis et cette relation est la pierre angulaire de notre politique étrangère et de défense. Israël s'ouvre également sur le monde dans le domaine économique et notamment en direction de l'Union européenne, mais aussi de la Turquie et de l'Inde. Israël a compris l'intérêt des partenariats internationaux et ce changement de psychologie est reflété dans le développement de nos liens avec l'OTAN ; un rapprochement qui intervient alors que l'Alliance se réforme et accueille de nouveaux membres.

Deux des principaux objectifs de l'OTAN (la lutte contre le terrorisme et la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive) sont partagés par Israël alors même que l'Alliance développe son action au Proche-Orient. Cette nouvelle relation ne doit pas remplacer les relations bilatérales que nous avons avec les États membres de l'OTAN, mais il faut profiter de la venue de **Jaap de Hoop Scheffer** à Jérusalem pour mettre au point un plan visant à renforcer ce lien avec l'Alliance atlantique. Il n'est pas question aujourd'hui d'une adhésion à l'OTAN, mais d'un renforcement du partenariat.

Uzi Arad



Uzi Arad est ancien directeur du renseignement du Mossad et ancien conseiller de politique étrangère de Benjamin Netanyahu. Ancien chercheur au Hudson Institute, il est professeur au Centre interdisciplinaire de Herzliya dont il dirige l'Institute of Policy and Strategy. Il est signataire de l'appel des 115 atlantistes contre Vladimir Poutine.

« Toc, Toc ! Israël appartient à la communauté euro-atlantique »

Source : Daily Star

Référence : « Knock, knock : Israel belongs to the Euro-Atlantic community », par Uzi Arad, *Daily Star*, 24 février 2005.

Le « grand Moyen-Orient » est le siège de la plus grande menace stratégique pour la communauté euro-atlantique : la prolifération des armes de destruction massive et le terrorisme international. Il s'agit de deux menaces qui touchent également Israël, ce qui place ce pays encore davantage du côté euro-atlantique. L'Histoire montre que les menaces communes renforcent les partenariats. L'OTAN est en train de débattre du changement de ses orientations stratégiques et cela pourrait avoir des effets stratégiques pour Israël, aussi les deux partis doivent développer leurs relations à l'occasion de la visite de **Jaap de Hoop Scheffer** en Israël.

L'OTAN est la première institution de la communauté euro-atlantique et comme l'Union européenne développe ses relations avec Israël, l'OTAN doit suivre ce mouvement, comme cela a été annoncé lors de la conférence d'Istanbul. En fait, il y a une reconnaissance croissante de la place d'Israël dans la communauté euro-atlantique.

Il reste à déterminer cependant ce que doit être l'objectif à long terme de cette coopération. Nous devrions nous inspirer des relations de l'OTAN avec la Suisse, l'Irlande ou la Suède, mais on peut aussi imaginer une adhésion israélienne à long terme. Cela profiterait à l'Alliance car Israël a une bonne capacité de défense. Cette adhésion pourrait être une offre faite à Israël en échange de ses abandons de territoire dans le cadre de la « **feuille de route** » et cela offrirait un moyen pour la communauté euro-atlantique de s'engager dans le processus de paix.

Malgré sa localisation, Israël est un pays occidental. La communauté euro-atlantique est son habitat naturel.

Ze'ev Boim



Ze'ev Boim est vice ministre israélien de la Défense.

« Un partenariat avec l'OTAN ? »

Source : Ha'aretz

Référence : « A partnership with NATO ? », par Ze'ev Boim, *Ha'aretz*, 25 février 2005.

La récente adhésion de sept nouveaux pays dans l'OTAN est l'expression la plus nette des changements enregistrés dans l'organisation, mais ce ne sont pas les seuls. L'effondrement de l'URSS a créé une nouvelle réalité mondiale. À la place de deux blocs se faisant face, on n'a plus qu'une seule superpuissance. Dans cette situation, la vraie menace est aujourd'hui le terrorisme global qui menace le monde libre. Or, ce terrorisme trouve ses racines dans le fondamentalisme musulman et il tire ses forces principales du Proche-Orient. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que l'OTAN voit désormais cette région comme un objectif stratégique.

C'est dans cet optique qu'il faut observer les résultats de la conférence d'Istanbul en juin dernier qui a soutenu la mise en place d'un dialogue entre l'OTAN et des pays comme Israël, l'Égypte, la Tunisie, la Libye et l'Algérie. Chacune de ses relations aura lieu dans un cadre bilatéral. Israël n'apprécie traditionnellement pas beaucoup les discussions avec des organisations multinationales, mais discuter avec l'OTAN est important dans la situation actuelle. Il n'est pas question d'une adhésion, mais il faut développer notre partenariat.

Israël est une « base extérieure » du monde occidental libre au Proche-Orient et la visite de **Jaap de Hoop Scheffer**, cette semaine, sera l'occasion de développer nos liens.

Abdallah II de Jordanie



Abdallah II de Jordanie est roi de Jordanie.

« Espoir de paix au Moyen-Orient »

Source : Le Monde

Référence : « Espoir de paix au Moyen-Orient », par Abdallah II de Jordanie, *Le Monde*, 23 février 2005.

Le mois dernier, je suis allé à Charm El-Cheikh pour assister au sommet durant lequel Mahmoud Abbas et Ariel Sharon ont promis une relance du processus de paix. J'ai téléphoné peu à Jacques Chirac pour prendre rendez-vous, une façon de reconnaître le rôle de la France dans la construction d'un avenir positif pour ma région et pour toute l'humanité, un avenir plein d'espoir de paix et de liberté. Il faut concrétiser les promesses de Charm El Cheikh et la France doit participer à ce processus.

Le conflit arabo-israélien demeure la crise centrale de la région, qui est à l'origine d'immenses souffrances, de destructions, et entrave le développement

régional, tout en alimentant le terrorisme. Il faut donc soutenir la paix et cela passe par un soutien à la « feuille de route ». Ce plan apporte la solution de deux États, seul moyen d'une paix durable : une Palestine souveraine, démocratique et viable ; des garanties de sécurité pour Israël ; et un processus qui amène à un accord global s'adressant à la Syrie et au Liban. La France a un rôle moteur à jouer dans ce processus et elle pourra se faire entendre à la conférence de Londres au mois de mars. En anticipant cette réunion, ainsi que celle de la Ligue arabe à Alger, je me réjouis d'un dialogue étroit et ininterrompu avec le président Chirac.

Le processus de paix arabo-israélien n'est sûrement qu'un champ d'action où notre partenariat est requis d'urgence. Nous travaillons ensemble en faveur de la démocratie et de la paix au Liban et à la reconstruction de l'Irak. La Jordanie est aussi déterminée à soutenir la France dans ses propres intérêts. Nous avons été fiers d'avoir joué un rôle dans la libération des otages français, l'année dernière, et nous faisons encore tout ce qui est en notre pouvoir pour faire de même pour la journaliste française actuellement retenue captive.

La pacification de la région doit également s'accompagner d'efforts en faveur d'un développement durable dans la région. Le monde arabe doit se réformer pour donner plus de liberté et de prospérité à notre jeunesse. La Jordanie s'est déjà engagée dans cette perspective ; notre pays a effectué des changements structurels afin de construire une vie politique démocratique et pour enraciner les Droits de l'homme et l'accès à tous les niveaux de la société. Notre pays a été le premier du Machrek à signer un accord d'association avec l'Union européenne, et nous travaillons en étroite collaboration avec la France et d'autres pays européens à travers le processus de Barcelone. Nous croyons que le modèle local de la Jordanie est pertinent pour la région entière, dans la création du développement, dans le combat contre l'extrémisme, et pour apporter un nouvel espoir. L'initiative « Vision 2010 du monde arabe », qui sera lancée au Forum international économique de la Mer morte, en Jordanie, en mai, accueillera des chefs d'entreprises privées et de la société civile de tout le monde arabe afin d'organiser un plan d'action régionale efficace. Nous sommes fiers du soutien de la France à ce processus et de notre dialogue constant avec Paris.

Vaclav Havel



Vaclav Havel est l'ancien président de la République tchèque. Il est membre

« Il est nécessaire de poser des questions dérangeantes à M. Poutine »

Source : Le Monde

Référence : « Il est nécessaire de poser des questions dérangeantes à M. Poutine », par Vaclav Havel, *Le Monde*, 24 février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Nous assistons en Russie à une dérive autoritaire du régime de M. **Vladimir Poutine** avec une limitation raffinée de la liberté de parole, une manipulation des médias, une lutte un peu spéciale contre les oligarques, une répression violente en Tchétchénie, des nominations de gouverneurs auparavant élus. C'est

fondateur de la New Atlantic Initiative, co-président de l'International Committee for Democracy in Cuba, administrateur du Committee on Present Danger. Il est l'un des signataires de l'appel des 115 atlantistes contre la Russie.

un danger auquel les pays d'Europe centrale sont particulièrement sensibles. Il ne s'agit pas de ressentiment anti-russe, il existe simplement une bonne connaissance des méthodes totalitaires et aussi une plus grande résistance à la manipulation.

La Russie ne sait pas vraiment où elle commence, ni où elle finit. Dans l'Histoire, la Russie s'est étendue et s'est rétractée. La plupart des conflits trouvent leur origine dans des querelles de frontières et dans la conquête ou la perte de territoires. Le jour où nous conviendrons dans le calme où termine l'Union européenne et où commence la Fédération russe, la moitié de la tension entre les deux disparaîtra. Ce n'est pas une honte de ne pas être membre de l'Union européenne. La ligne de fracture se situe au large de l'Ukraine. L'Europe n'a pas encore compris toutes les implications de la « révolution orange », une révolution contre la dérive mafieuse du post-communisme. Nous voudrions tous que les Russes suivent cette direction et respectent les Droits de l'homme et les libertés. Mais la Russie sera toujours un autre monde. C'est un pays immense avec une autre histoire, une autre tradition, toutefois, les deux révolutions montrent que quand les choses empirent vraiment, ces sociétés sont capables de sursaut. La Russie ne va pas toujours dans la mauvaise direction, mais quand quelque chose ne nous plaît pas dans son attitude, nous devons le lui dire. Nous ne pouvons pas discuter avec la Russie comme avec un membre handicapé de la famille à qui, par compassion, nous n'osons pas dire toute la vérité. Nous devons discuter d'ami à ami, d'égal à égal.

La relation transatlantique est très importante pour les États-Unis et l'Europe, même s'il y a des tensions. En fait l'Europe a trop souvent tendance à se montrer apaisante avec les dictatures et j'ai récemment condamné son attitude vis-à-vis de Cuba. Les pays européens devraient prendre davantage conscience de leur coresponsabilité dans l'état du monde, et faire davantage pour leur sécurité et celle du monde. Ils ne devraient pas attendre que les gros problèmes soient toujours résolus par les États-Unis comme ces derniers ont contribué à mettre fin aux deux guerres mondiales que les pays européens avaient provoquées. De son côté, l'Amérique doit aussi faire des efforts et avoir plus de tact, c'est ce qu'ils auraient dû faire avec la Guerre en Irak.

Ilias Akhmadov



Ilias Akhmadov est le « ministre des Affaires étrangères » du gouvernement tchéchène en exil d'Aslan Maskhadov. Il est membre de la National Endowment for Democracy.

« La guerre oubliée de la Russie »

Source : International Herald Tribune

, The Boston Globe

Référence : « Russia's forgotten war », par Ilias Akhmadov, *Boston Globe*, 24 février 2005.

« Chechnya : Russia's forgotten war », *International Herald Tribune*, 25 février 2005.

Le sommet de Bratislava est l'occasion de discuter des conflits et de la paix à l'âge du terrorisme. C'est aussi une occasion de chercher une résolution pacifique à l'un des conflits les plus sanglants depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : celui qui oppose la Russie et la Tchétchénie.

Le sommet de Bratislava a lieu à l'occasion du 61^{ème} anniversaire de la

déportation par Staline des peuples d'Asie centrale, un acte considéré comme un génocide par le Parlement européen depuis 2004. Depuis le déclenchement de la guerre en Tchétchénie en 1994, le quart de la population est mort et 300 000 Tchétchènes ont pris le chemin de l'exil. La situation sanitaire de ceux qui sont restés n'a cessé de se détériorer. Côté russe, cette guerre a fait plus de morts que celle d'Afghanistan. La population tchétchène subit de lourdes pertes et cela renforce les extrémistes. Le Kremlin prétend combattre le terrorisme, mais il ne fait que le renforcer.

En janvier 2005, **Aslan Maskhadov** a proposé un cessez-le-feu, preuve qu'il est un élément modérateur et qu'il peut être un partenaire pour la paix. Il faut que la communauté internationale pousse la Russie à ouvrir des négociations. Déjà **John McCain** et **Joseph I. Lieberman** ont demandé à ce que la Russie ne puisse pas participer aux sommets du G8 tant qu'elle n'avait pas ouvert de négociation. Les États-Unis doivent se proposer comme intermédiaires entre Russes et Tchétchènes.

Sam Brownback, Christopher H. Smith



Défenseur de l'ordre moral connu pour ses positions en faveur des valeurs familiales chrétiennes, Sam Brownback est sénateur républicain du Kansas, poste où il a succédé à Bob Dole. En novembre 2003, il avait déposé une proposition de résolution du Sénat prévoyant qu'aucun État palestinien ne puisse être reconnu par les États-Unis tant que Jérusalem n'était pas reconnue comme capitale d'Israël par la communauté internationale. Il est co-rédacteur d'une résolution du Sénat états-unien déclarant que les morts au Darfour sont le fruit d'un génocide. Il est président de la Commission états-unienne sur la Sécurité et la Coopération en Europe.

« Ferme face à la Russie »

Source : Washington Times

Référence : « Resolute with Russia », par Sam Brownback et Christopher H. Smith, *Washington Times*, 25 février 2005.

Un mois après avoir délivré un discours visionnaire sur l'engagement des États-Unis en faveur de la démocratie et de la liberté dans le monde, George W. Bush a rencontré **Vladimir Poutine** à Bratislava alors que le Kremlin est à l'offensive. La Russie est en train de s'attaquer à la démocratie naissante dans l'ex-URSS, de se rapprocher des anciennes républiques soviétiques les plus autoritaires et d'éloigner les États-Unis de la région.

Nous sommes particulièrement préoccupés par la rhétorique russe contre les activités de promotion de la démocratie de l'OSCE. Moscou menace maintenant de paralyser cette institution en prenant son budget en otage et en voulant saper les engagements démocratiques qu'elle s'était engagée à respecter avec tous les autres pays de la CEI lors de leur adhésion en 1992. Pourtant, depuis la fin des années 90, la CEI a reconnu la validité d'élections que les observateurs de l'OSCE ont critiquées.

Nous comprenons que certains à Vienne soient favorables à l'engagement avec la Russie, mais cela ne doit pas se faire au détriment de la démocratie.

M. Poutine mine les Droits de l'homme et la démocratie dans son pays. **George W. Bush** et **Condoleezza Rice** doivent répondre à ce défi et ne pas laisser Moscou organiser une crise dans l'OSCE.

Christopher H. Smith est représentant républicain du, New Jersey. Il est vice-président de la Commission états-unienne sur la Sécurité et la Coopération en Europe.

Mikhail Gorbatchev



Mikhail Gorbatchev est l'ancien dirigeant de l'URSS, initiateur de la perestroïka et Prix Nobel de la paix en 1990.

« Les 20 ans de la Perestroïka : on aurait pu réformer l'URSS »

Source : Inopressa

Référence : « 20 : », par Mikhail Gorbatchev, *Inopressa*, 24 février 2005.

Si l'on devait définir la Perestroïka en quelques mots, je dirais que ceux qui l'ont mise en place proposaient de refonder le pays, progressivement, par la démocratie, dans le cadre d'un projet socialiste. Ils entendaient aussi modifier les relations internationales, affronter des défis auxquels l'humanité était alors confrontée et trouver des solutions politiques. La succession de crises et de renversements actuels nous fait mesurer combien la situation reste inchangée et les problèmes irrésolus.

Certains en Russie, et même dans des médias occidentaux, voient dans la Perestroïka la cause de la désintégration de l'URSS et de la disparition de la seule alternative au modèle de démocratie libérale occidentale ; certains la qualifient de révolution, d'autres de contre-révolution. Certains lui accordent un effet de changement positif sur l'arène internationale, d'autres lui attribuent la responsabilité d'un monde unipolaire où les Etats-unis peuvent faire ce qu'ils veulent.

La Perestroïka était une révolution pacifique au sens anti-totalitaire, faite au nom de la démocratie et d'idéaux socialistes. Nous avons naturellement compris qu'après la puissante impulsion démocratique et culturelle provoquée par la Révolution d'Octobre, s'était produite une réaction que l'on a justement appelée le « Thermidor de Staline » qui installa un pouvoir totalitaire. Ceux-là même qui avaient fait cette révolution ont été victimes d'attaques sanglantes. Les enfants de la révolution ont été engloutis par le stalinisme. Nos buts étaient le retour aux sources du socialisme et la libération de la société soviétique de cette oppression. En d'autres termes, il nous fallait poursuivre le modèle du « socialisme à visage humain » comme on disait alors.

Youri Roska



Youri Roska est le dirigeant du Parti national démocrate-chrétien moldave.

« Les manifestations en Moldavie sont possibles, mais pas obligatoires »

Source : Vremya Novostyey

Référence : « », par Youri Rochka, *Vremya Novostyey*, 25 février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

La loi nous oblige à annoncer un meeting deux semaines à l'avance, nous avons réservé la place centrale de Chisinau un peu plus tôt pour avoir une influence psychologique sur le pouvoir. Le Parti communiste qui gouverne usurpe tous les moyens à sa disposition pour falsifier les élections. Cela favorise les manifestations, elles sont possibles, mais pas obligatoires.

Les sondages qui donnent actuellement 47 % d'intentions de vote pour les communistes et un peu plus de 9 % pour mon parti le PNDK, sont commandés et font partie de la manipulation de masse de l'opinion publique qui vise à faire barrage aux forces démocratiques. Notre président Voronine voyage actuellement aux frais de l'État pour sa campagne électorale et parle de « voyages de travail », alors que les interventions des activistes du PNDK sont filmées par la police et que la commission électorale ignore nos protestations. Notre parti a 17 ans, le premier meeting a eu lieu le 31 octobre 1988, jour de mon anniversaire, nous étions 25. Mes voyages en Ukraine n'avaient pas pour but d'assimiler leurs expériences révolutionnaires, je suis allé en Géorgie pour étudier les réformes administratives et douanières, en Ukraine, nous soutenions les démocrates. La couleur orange est devenue dans notre région le symbole du changement démocratique et révolutionnaire et de notre orientation vers l'Europe. C'est la meilleure couleur pour représenter notre parti.

La Russie est notre occupant historique, mes supporters ont brûlé des drapeaux russes devant l'ambassade à Chisinau, pour attirer l'attention de la société internationale sur l'introduction par la Russie de l'idée de fédéralisation. Le régime de Tiraspol est illégitime, mis en place par les forces armées d'occupation russe, nous ne dialoguerons pas avec des marionnettes du Kremlin, Igor Smirnov et sa bande. Tous les pays qui entrent dans la communauté européenne commencent par adhérer à l'OTAN, c'est donc logiquement ce que nous ferons. L'union avec la Roumanie ne signifie pas une perte d'indépendance et de souveraineté pour le gouvernement moldave, dans le cadre de l'Union européenne, il n'y a plus de lignes de séparation.